

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Tél. 387-36-71 — ISSN 0014-1287

GEORGES ALBERTINI. — Vérités sur la Pologne	1
Souvenirs de Boris Souvarine	3
Nécrologie : Kostas Papaioannou	4

C. DRENIKOFF. — L'emprise soviétique sur la Bulgarie	4
NICOLAS RUTYCH. — Nouvel éclairage soviétique sur le début de la guerre de 1941	6

Supplément : LEON EMERY

Vérités sur la Pologne

Il n'est pas question ici de faire une étude complète de la répression sanglante qui s'est abattue il y a quelques semaines sur la Pologne et les Polonais. Nous y reviendrons prochainement. Mais il est nécessaire de marquer, dès maintenant, aussi clairement qu'il se pourra, quelques faits fondamentaux que l'avalanche des déclarations, et pire encore des incompréhensions, ont plus ou moins laissé dans l'ombre, quand ils ne les ont pas travestis.

PAS DE « COUP D'ÉTAT MILITAIRE »

Le premier, c'est qu'il ne s'est nullement agi d'un « coup d'Etat militaire », comme on l'a répété à l'envi, à gauche comme à droite, en France et plus encore hors de France. Il y a deux explications. Une involontaire, résultant de l'ignorance persistante de la réalité du pouvoir en régime communiste. On s'acharne depuis des décennies à expliquer gravement que le pouvoir militaire est l'égal du pouvoir politique dont il serait distinct, alors qu'il en est purement et simplement l'émanation et le subordonné.

En pays communiste, c'est le Parti qui commande et non l'Armée : en U.R.S.S., par exemple, le ministre de la Guerre est un faux

maréchal (comme Staline), et tire son pouvoir non de son titre ou de son « grade », mais de sa qualité de membre du Bureau Politique du Parti.

La seconde explication de ce « c'est un coup d'Etat militaire » est elle volontairement mensongère chez une partie de ceux qui l'emploient. Elle a pour but premier de mettre le Parti comme tel hors de cause en spéculant à bon droit sur l'ignorance occidentale, et l'on vit que le succès a été indéniable. Le but second est d'essayer de faire croire que les menaces d'un coup de force, déclenché par les opposants contre le régime étaient telles qu'il a fallu proclamer « l'état de guerre » (une expression strictement polonaise) plus forte

Un numéro spécial de la revue RENCONTRES (n° 122), dont le président est le docteur Guy Fargepallet, 151, rue de la Tour, à Carpentras, consacré à Léon Emery, vient de paraître. Il contient notamment d'émouvants documents, le récit de ses derniers instants par Mme Surtel qui veilla sur lui et veille aujourd'hui sur son œuvre. Les amis de Léon Emery voudront avoir ce numéro, en attendant la publication prochaine du tome I de sa Correspondance.

encore que l'état de siège, et par là justifiaient l'intervention de l'armée. Bien entendu, il n'y avait aucun danger de ce genre. Premier mensonge. Et le général Jaruzelski a agi non pas comme Chef de l'armée, mais comme secrétaire général du Parti communiste polonais.

LE PRÉCÉDENT DE 1939

Au surplus, pour achever de démontrer que l'état de guerre ne pouvait constituer une mesure préventive à un soulèvement contre le régime, il suffit de se souvenir, que le coup était préparé dans le détail depuis quatre ou cinq mois. Les témoignages à ce sujet sont irrécusables. Préparé, bien entendu avec la participation d'experts soviétiques, le fait est indiscutable, et M. Mitterrand a eu raison de le laisser clairement entendre. L'Occident et sans doute bien des Polonais se sont trompés sur ce qui se préparait parce qu'ils ont oublié une des méthodes soviétiques, dont la mise en œuvre signe ce qui s'est passé.

En 1939, la France et la Grande-Bretagne discutaient gravement, par l'intermédiaire de hauts plénipotentiaires militaires, à Moscou, avec le maréchal Vorochilov pour mettre au point un accord contre la politique de guerre de Hitler, et l'invasion de la Pologne. Pendant ce temps, Staline négociait avec lui le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, qui prévoyait en outre le partage de la Pologne. Ce fut la guerre, et une sévère leçon pour les gouvernements de Paris et Londres.

Cette fois, ce fut exactement la même chose. Le général Jaruzelski, en bon serviteur de l'U.R.S.S., ce qu'il est depuis toujours, commença par faire patte de velours, il accepta même des négociations avec l'Eglise et Solidarité pour la constitution d'un Gouvernement d'Union nationale, dont le troisième partenaire serait le Parti communiste. Il fallait ne rien savoir du communisme pour y croire. Mais nombre de Polonais y crurent, ils ont des excuses — et nombre d'Occidentaux occupant des postes dirigeants — et ceux-là sont sans excuse. L'ignorance, à cette hauteur là, n'est pas tolérable, et il faudrait les renvoyer à l'école : le malheur est qu'ils y retournent parfois sur des monceaux de cadavres.

L'Union soviétique et le Parti communiste polonais sont donc les seuls responsables de ce qui arrive. Soit dit en passant, c'est un démenti cinglant, et hélas sanglant, à ceux qui croyaient et qui croient encore que le communisme avait changé, que la soi-disant « détente » le ferait changer davantage, et par exemple que les accords d'Helsinki de 1975 accéléreraient ce changement, cependant que les illusionnistes à la Samuel Pizar (dont le cas mériterait d'être étudié en raison de l'influence néfaste que ses idées ont exercée sur M. Valéry Giscard d'Estaing) voulaient faire

croire que les échanges économiques U.R.S.S.-Occident, humaniseraient le régime communiste. La vérité est que cette politique de folie a largement facilité l'expansion soviétique en Europe, avec comme objectif sa neutralisation.

L'INCAPACITÉ DE L'OCCIDENT

C'est précisément ce point qui est une des leçons principales de la crise polonaise. L'Occident a démontré à quel point il était incapable de réagir, et même dans certains cas, à quel point il ne le voulait pas.

L'objectivité sur un aussi grave sujet oblige à reconnaître que le seul de tous les chefs politiques occidentaux européens qui ne se soit pas couché est le Président de la République française. Certes, il y a eu des flottements dans le gouvernement, des déclarations hésitantes ou discutables de la part de certains responsables. Mais le Chef de l'Etat s'est bien tenu, et l'action du Parti Socialiste à la séance de l'Internationale Socialiste a heureusement (mais insuffisamment) infléchi les positions neutralistes et parfois pro-soviétiques de plusieurs de ses plus influents dirigeants comme son président l'ex-chancelier allemand Willy Brandt. Si seulement M. Lionel Jospin agissait toujours ainsi, et si M. Louis Mermaz parlait toujours aussi nettement de l'U.R.S.S., ils ne rendraient pas la politique intérieure socialiste plus acceptable, mais ils rassureraient le pays sur la question fondamentale de ses alliances et de sa défense.

Quelque regret qu'on éprouve à l'écrire, certains dirigeants de l'ex-majorité qui ont approuvé le voyage du Président d'alors à Varsovie, et manifesté tant d'inefficacité dans l'affaire d'Afghanistan, M. Jean François-Poncet en premier lieu, sont aujourd'hui bien mal placés pour critiquer les insuffisances de la politique polonaise de l'actuel gouvernement et devraient avoir plus de pudeur. Heureusement, M. Jacques Chirac en réclamant la dénonciation des accords d'Helsinki a au moins eu le mérite d'une proposition claire, et qui est certainement plus efficace que la tentative que veut faire le gouvernement d'agir à ce sujet par l'intermédiaire de la Conférence de Madrid, où se joue une abjecte comédie avec les assassins comme partenaires. Peut-on les dénoncer et s'asseoir à leur table ?

VERS UNE CAPITULATION ?

Hélas, si les Etats-Unis, non sans certaines inconséquences, et peut-être certaines erreurs, ont adopté une position nette mettant en cause directement l'Union soviétique, et décrétant un important blocus contre elle, la plupart des Etats européens ont adopté une politique de capitulation, au nom d'une soi-disant

« non ingérence » dans ce qu'ils continuent à appeler une affaire intérieure polonaise à régler entre Polonais. Seule exception notable, l'Italie dont les dirigeants (communistes compris) se sont bien comportés. Les autres, en fait, se sont couchés. La palme appartient incontestablement à l'Allemagne, dont la position particulière difficile ne saurait excuser la capitulation gouvernementale. Mais un autre pays a eu une attitude surprenante. On attend encore une de ces déclarations-choc, dont Mme Thatcher a le secret. Comme le courage ne lui manque pas, il faut conclure que Lord Carrington, secrétaire du Foreign Office dont le refus d'agir dans le sens de la résistance est bien connu, et qui l'a d'ailleurs plusieurs fois montré, a comme ambition de commettre les mêmes erreurs que Neville Chamberlain (et sans les mêmes excuses, puisqu'il s'agit d'une

seconde expérience), Lord Carrington a réussi à imposer sa politique à son Premier ministre. C'est fort inquiétant.

L'IMPOSSIBLE PRÉSENCE

Mais pour en revenir à la France, combien de temps M. Mitterrand continuera-t-il à supporter ce double jeu communiste, dont il a été victime en 1977-1978 : d'une part des ministres communistes qui disent approuver la politique du Gouvernement, même au Conseil des ministres quand chaque ministre est questionné, et d'autre part un Secrétaire général du même parti qui approuve l'action de l'U.R.S.S. en Pologne, et même qui a l'insolent cynisme de prétendre qu'elle n'y a aucune part ?

GEORGES ALBERTINI.

Souvenirs de Boris Souvarine

Ce titre est d'abord un regret : le regret de n'être pas tout à fait exact. En effet, ce ne sont que des fragments de souvenirs. Or, ce qui devrait être un jour les Mémoires de Boris Souvarine, reste hélas à écrire. Ils seraient pourtant un des plus grands livres politiques de ce temps, quelque chose à quoi se rapporteraient encore dans un siècle les historiens futurs du XX^e siècle, tant la vie de ce grand destin trop tôt broyé par la Révolution russe est riche d'épisodes pour lesquels il est le seul — je dis bien le seul — homme au monde à pouvoir écrire la vérité.

Malheureusement si la mémoire du passé, et la compréhension aiguë du présent demeurent intactes, les longues années qui ont passé, avec leurs difficultés inévitables, ne sont guère propices à la confection du gros livre indispensable à l'évocation des événements auxquels cet homme d'exception a été mêlé. Mais depuis quelques années, il a, au moins partiellement, tenté de combler ce vide. Diverses publications y ont concouru. Il a doté son inestimable « Staline », paru il y a près de 50 ans, d'une postface (Champ Libre) qui dit l'essentiel de la vie de Staline de 1935 à sa mort. Il a publié dans son *Contrat Social*, dans *Est & Ouest*, de nombreux articles qui sont des fragments de Mémoires pour qui sait les lire dans cette optique. Ce n'est pas rien.

Plus récemment, il nous a livré, sous le titre « *Autour du Congrès de Tours* » (Editions du Champ Libre, 13, rue Béarn, 75003 Paris) en moins de cent pages ce qui est, et de loin, le meilleur travail publié à l'occasion du 60^e anniversaire du Congrès de Tours de 1920, où naquit le Parti communiste, et où il joua le

premier rôle, bien qu'on l'ignore souvent. C'est une mise au point irremplaçable, et ceux qui connaissent Boris Souvarine trouveront dans 15 pages de compléments à la fois des précisions inconnues, et aussi quelques pages prouvant qu'il demeure, à son âge, l'un des polémistes les plus incisifs d'aujourd'hui. M. Slama par exemple, qui ne l'a pas volé, en prend pour son grade, et le *Figaro* aussi !

Il se prépare aussi à publier dans la *Revue des Etudes slaves* ses souvenirs sur Pierre Pascal (Pierre Pascal et le Sphinx) à l'occasion du 90^e anniversaire de celui qui est l'un de ses plus anciens amis. C'est non seulement un de nos plus éminents slavissants, mais c'est un homme aussi que le destin a associé aux débuts de la Révolution russe. La jeune génération l'ignore. Il est pourtant l'un des intellectuels les plus importants de ce temps, et l'un de ceux dont l'évocation est la plus enrichissante. Mais raconter Pascal, c'est automatiquement raconter Souvarine, et toute l'équipe de Français comme Marcel Body qui étaient en Russie lors de ces années historiques des débuts de la Révolution russe, l'événement sans doute le plus important depuis Mahomet et l'expansion de l'Islam. On trouvera donc là, outre des vues générales pénétrantes, une foule de détails ignorés, qui seront le miel des futurs historiens du XXI^e siècle (si le monde tient jusque-là).

En tout cas, l'association de ces deux noms, que la vie a un jour rapprochés, et qu'elle n'a jamais séparés, est pour ceux qui les connaissent, émouvante et symbolique.

G. A.

Nécrologie

Kostas PAPAIOANNOU

Notre ami Kostas Papaioannou est décédé le 17 novembre 1981, à l'hôpital de Bobigny.

Né en 1925 à Athènes, il n'était qu'un adolescent au moment où la guerre d'abord, l'occupation ensuite, puis la guerre civile s'abattirent sur son pays. Très jeune, il entra dans la résistance d'obédience communiste ce qui lui valut une arrestation à Athènes et un « passage à tabac » par la police. Très vite, il vit clair dans l'entreprise communiste et s'en détacha. A l'automne 1945, la deuxième guerre mondiale étant terminée depuis quelques mois, il se rendit à Paris avec le premier groupe de jeunes Grecs, venus faire leurs études en France. Il ne quittera plus la capitale française, sauf pour passer ses vacances d'été en Grèce.

Chercheur au Centre national de la Recherche scientifique, il devint au fil des années à la fois un érudit et un spécialiste. Un érudit : car ses connaissances débordaient largement le cadre des arts et des sciences sociales ; un spécialiste, parce qu'il se familiarisa tout particulièrement avec les œuvres de Karl Marx et de tous ceux qui se réclament du marxisme, même Staline, même Mao Tsé-toung. C'est pourquoi dans ses œuvres publiées, on trouve aussi bien un livre fondamental sur l'art grec qu'une étude sur Hegel, en même temps qu'un recueil des textes commentés de Marx et des marxistes. N'oublions pas la polémique mordante contre le stalinisme aux couleurs de la France dans son pamphlet : « *L'idéologie froide* » publié dans une collection dirigée dans les années 60 par Jean-François Revel.

Son travail, l'approfondissement du marxisme-léninisme, amena Kostas Papaioannou à nouer des liens avec notre équipe il y a déjà vingt ans. *Le Contrat Social* de Boris Souvarine était dans sa troisième année, quand Michel Collinet, au cours d'une des réunions du conseil de rédaction proposa

de demander à Kostas Papaioannou sa contribution. Kostas accepta et ne quitta plus la revue, jusqu'au jour où elle cessa de paraître, en décembre 1968. Il y a publié de très substantielles études, par exemple : « *Classes et luttes des classes* », « *La fondation du marxisme* », « *Classe et parti* », « *Marx et la théorie des classes* », « *Le mythe de la dialectique* », « *Le Parti totalitaire* », « *Marx et la politique internationale* », « *La Russie et l'Occident* ». Après la disparition du « *Contrat Social* ». Kostas Papaioannou donna des articles à « *Est et Ouest* ». Cette fois-ci, le centre d'intérêt n'était plus l'œuvre de Marx, mais celle de Lénine : « *Les aventures du socialisme* » (n° 546, 1975), « *La conception léniniste du Parti* » (n° 587, 1977), « *Lénine ou l'utopie au pouvoir* » (n° 602, 1977).

Bien entendu, l'évocation de quelques dates et l'énumération de quelques articles de Kostas ne peuvent donner la moindre idée de l'homme et de sa valeur. De son intelligence pénétrante : ainsi il jugea à sa juste valeur, et au moment même, la Révolution culturelle en Chine alors qu'un vent de folie soufflait sur l'intelligentsia parisienne de gauche. De sa soif d'apprendre : ainsi pendant plusieurs semaines, il ne cessa de parler de la lecture qu'il venait de faire de la lettre de rupture que Boris Souvarine avait envoyée à Léon Trotsky en 1929. De sa conscience scientifique : dès qu'il eut constaté des divergences entre différentes éditions en français des « *Œuvres complètes* » de Lénine, il tint à se documenter à la source, se faisant faire la traduction des textes d'après le russe, la seule grande langue européenne qu'il ne possédât pas. Et par dessus le tout, de son sens d'amitié. Il racontait volontiers que, venu à Paris en 1945, il se rendit au café de Flore et engagea la conversation avec un voisin de table. Ce fut le début d'une grande amitié pour toute la vie, l'interlocuteur était Octavio Paz devenu un des plus grands noms de la littérature latino-américaine aujourd'hui. Les amis de Kostas, célèbres et inconnus sont légion.

Branko LAZITCH.

L'emprise soviétique sur la Bulgarie

COMME tous les pays du bloc de l'Est, la Bulgarie est littéralement exploitée aujourd'hui par l'Union soviétique.

En effet, c'est un véritable « diktat » économique qui a été imposé à la Bulgarie par l'accord bilatéral signé à Sofia en 1979, et qui engage la Bulgarie pour une période de dix ans, de 1980 à 1990. Cet « accord », préparé par le Russe Katuchev, président la Commission bulgaro-soviétique de collaboration économique, porte sur la spécialisation de la coopération dite « bipartite ». En fait, il oblige la Bulgarie à participer à l'édification de la base matérielle et technologique de l'Union soviétique dans les domaines suivants :

1. L'extraction du pétrole.
2. Production et acheminement du gaz naturel.

3. Production de minerai.
4. Production d'autres matières premières.
5. Production de l'énergie.
6. Construction des machines,
7. Métallurgie ferreuse et non ferreuse, etc.

Ainsi, dans le cadre de la politique de l'intégration économique, dans la vallée de la Volga et la région de Komi, la Bulgarie construit déjà plusieurs entreprises de production et travail du bois après avoir organisé le coupage et l'évacuation en construisant des centaines de kilomètres de routes et de ponts.

Des milliers d'ouvriers et de spécialistes bulgares, des équipements et des matériaux de construction ont été fournis pour la construction de l'usine de cellulose à Ilimsk, combinat industriel pour la production d'asbeste à Kiembayevsk, etc.

La Bulgarie est obligée de participer à la construction des usines d'enrichissement de minerai à Dniepropetrovsk, à Mihailovsk, à Buhinsk, etc. Elle participe à la construction du gazoduc dit de « L'Union » qui doit amener le gaz sibérien aux frontières occidentales de l'Union soviétique, jusqu'à l'Uzbekistan, où plus d'un millier d'ouvriers et de techniciens bulgares travaillent à la construction de bâtiments.

Suivant l'accord signé, la Bulgarie est obligée de fournir aux entreprises dites communes et situées sur le territoire soviétique des équipements dont la valeur dépasse annuellement 670 millions de roubles.

Cette lourde obligation contribue à augmenter le déficit commercial bulgare envers l'U.R.S.S. Une importance non négligeable dans ce déficit est due à l'augmentation du prix du pétrole soviétique. En effet, durant la période 1974-1979, le prix du pétrole que l'Union soviétique fournissait à ces partenaires du COMECON a augmenté de 150 %. Le principe de l'intégration économique oblige la Bulgarie à effectuer 55 % de son commerce extérieur avec l'U.R.S.S. et 25 % avec les autres pays membres du COMECON.

Non moins lourd est le déficit du commerce extérieur de la Bulgarie avec les pays occidentaux. Fin 1979, ce déficit dépassait largement le chiffre astronomique de 3 milliards de dollars.

L'état catastrophique des finances du pays est aggravé par d'autres éléments, dont :

1) La carence de la production agricole qui est sensiblement au-dessous des prévisions des plans. Par exemple, la production de céréales accuse un fléchissement sensible et continu ayant passé de 31.520 à 26.000 milliers de quintaux.

2) La baisse importante du nombre des touristes, surtout de ceux en provenance de l'Occident. Comme mesure adéquate, le gouvernement a licencié le Comité du Tourisme auprès du Conseil des ministres dans sa totalité.

En conséquence, une baisse sensible par rapport aux prévisions du plan quinquennal 1976-1980 a été enregistrée, celui-ci ayant subi les corrections suivantes :

- a) L'agriculture : en régression de 6,3 % au lieu d'un progrès des 4 % prévus.
- b) L'industrie : la croissance n'est que de 6,8 % au lieu des 9,2 % prévus.
- c) La construction : la progression n'est que de 5,7 % au lieu de 10,6 %.
- d) Les services : la tendance est la même, 6,10 % au lieu de 11 %.

Il faut encore signaler qu'en dépit de cette situation économique désastreuse, la Bulgarie est obligée de venir en aide aux autres pays communistes. Tout d'abord à Cuba qui a exigé tout récemment de la Bulgarie l'envoi d'ingénieurs constructeurs de machines. Jusqu'à ces derniers temps, le gouvernement cubain payait les salai-

res (modestes) des techniciens bulgares en dollars américains. Maintenant, ce paiement s'effectue en roubles. Du coup, il n'y a plus de candidats, et le dernier groupe parti pour La Havane en juin dernier a été nommé d'office par le P.C.B.

Citons ensuite l'Afghanistan, qui reçoit une aide importante en conseillers, matériel logistique, y compris les équipages pour les hélicoptères et les avions de la ligne aérienne afghane « Ariana ».

Enfin, un troisième exemple, le Nicaragua, auquel une assistance technique est fournie, notamment quant aux moyens modernes de « contrôle de la population », l'organisation de la répression et des camps de concentration pudiquement nommés « camps de redressement par le travail ».

En fait, l'état économique inquiétant de la Bulgarie ne diffère pas sensiblement de la situation économique des autres pays du COMECON. Il est à craindre que celui-ci ne soit tenté de faire de la Pologne un bouc émissaire tant du point de vue idéologique que de celui de la politique intérieure de ses membres.

Dans ce contexte, c'est avec grande inquiétude qu'il faut noter la brusque apparition dans la presse bulgare d'articles nettement hostiles à la Pologne. La situation en Pologne est présentée d'une façon tendancieuse, le syndicat des ouvriers « Solidarnosc » est décrit comme un amas de contre-révolutionnaires violemment anti-soviétiques qui mettent en péril l'existence même du bloc socialiste. C'est d'autant plus inquiétant que ces attaques viennent après la visite, toute récente, en Bulgarie du commandant-en-chef des forces unies du Pacte de Varsovie, le général Koulikov, et du chef d'état-major du Pacte, le général Gribkov. Depuis le 28 juin dernier, le gouvernement bulgare a rétabli le régime de visa pour les voyageurs polonais se rendant en Bulgarie.

Malgré des remous au sein de la direction bulgare, il est à craindre que les dirigeants de ce pays ne s'alignent totalement sur la position soviétique. Todor Jivkov, dont le parti s'apprête à célébrer avec faste le 70^e anniversaire, paraît contrôler l'appareil du parti et l'armée, dont le chef, ancien séminariste et ancien sous-officier de l'armée bulgare, ayant reçu l'étoile de maréchal, est totalement dévoué aux Russes. Ainsi, pour renforcer encore son emprise, Jivkov vient de remplacer le président du Conseil des ministres Stanko Todorov, qui lui est pourtant tout dévoué, par un autre membre du Politbureau, Gricha Filipov, qui, lui, est né et a vécu longtemps en Union soviétique et a épousé une Russe.

Ceci est une dernière preuve que la solution du problème bulgare, la libéralisation et la démocratisation du pays, se trouve pour le moment encore non à Sofia, mais à Moscou.

C. DRENKOFF.

Nouvel éclairage soviétique sur le début de la guerre de 1941

L'OFFENSIVE de Hitler contre l'Union soviétique, en juin 1941, s'est soldée, c'est un fait connu, par des défaites catastrophiques de l'Armée rouge. Evidemment, la recherche du coupable s'est poursuivie jusqu'à maintenant.

Il est caractéristique que l'ouvrage de A.M. Nekrytch, « *Le 22 juin 1941* », publié à Moscou au début de l'année 1965 (1) alors que, par inertie, se maintenait la ligne khrouchtchévienne de dénonciation du « culte de la personnalité de Staline », soit à présent interdit, tandis que son auteur, contraint d'émigrer, réside actuellement à l'étranger. Selon Nekrytch, mais aussi selon d'autres auteurs, parmi lesquels des rédacteurs de l'histoire de la guerre de 1941-1945 en six tomes publiée à Moscou en 1960, Staline et son entourage, malgré tous les avertissements en provenance de l'étranger (depuis Churchill par l'intermédiaire de Crips, Roosevelt, jusqu'à Sorge), mais également des chefs des armées postées aux frontières (par exemple, du général I. Fedouninski — « *Eveillés par l'alerte* », Moscou 1961) ont continué d'avoir une confiance aveugle en Hitler.

En d'autres termes, pour Nekrytch et d'autres auteurs de l'époque de Khrouchtchev, Staline et la direction du parti sont coupables de ce que l'attaque de Hitler ait bénéficié d'un effet de surprise et qu'elle ait commencé dans les conditions les plus favorables pour les Allemands.

Or, maintenant, comme le souligne l'histoire officielle du P.C.U.S., publiée en 1969, on reconnaît de nouveau les « mérites » de Staline (cf. *Histoire du P.C.U.S.*, Moscou 1969, p. 69). Une fois de plus, on tente de revoir l'histoire de la guerre, de trouver une nouvelle explication aux raisons de la catastrophe de 1941.

VARIATIONS

Les explications du parti sur la politique qui mena à cette catastrophe épouvantable de l'été 1941 ont changé plus d'une fois.

Tantôt, le sage Staline, imprégné du génie militaire de Koutouzov, s'en inspirait, épuisait les Allemands et les attirait au plus profond du pays. Personne n'osait dire alors à haute voix qu'une invasion généralisée sur tout le front, au milieu du XX^e siècle, n'a rien de commun avec une avance sur une seule route au début du XIX^e siècle...

Tantôt, au contraire, Khrouchtchev rejetait toute la faute sur le seul Staline, tentant de justifier la direction du parti et lui-même au XX^e Congrès. Et, enfin, maintenant, après Khrouchtchev, il apparaît que la responsabilité de la catastrophe, en dehors de l'effet de surprise bien sûr, ne repose pas tant sur la direction du parti que sur les responsables militaires. Dans la nouvelle rédaction post-khrouchtchévienne de l'histoire du P.C.U.S. (la troisième, remise à jour), il est dit : « *Dans le manque de préparation de l'Armée rouge à repousser une agression ennemie, une part considérable de responsabilité incombe également aux dirigeants du Commissariat du peuple à la défense et de l'état-major, S.K. Timochenko, G.K. Joukov...* » (2).

A présent, Staline, en plus de ses défauts, se voit attribuer des « mérites » et, en outre, ces derniers sembleraient s'être particulièrement manifestés pendant la guerre. Cette nouvelle « ligne du parti » a été imposée au défunt maréchal Joukov lui-même, et ceci se reflète dans ses mémoires.

En somme, l'histoire de la période initiale de la guerre a déjà été complètement réécrite plusieurs fois selon les hésitations de la politique du parti. Donnons un seul exemple parmi beaucoup d'autres de cette réécriture.

EXÉCUTION SUR LE FRONT

Assez récemment, en juin 1978, dans la rubrique « *Souvenirs* » du magazine d'histoire militaire, est paru un article du lieutenant-général D.I. Riabychev « *sur la participation du 8^e Corps d'armée motorisé dans la contre-attaque du front du sud-ouest (juin 1941)* » (3).

D.I. Riabychev, l'un des derniers survivants des commandants de brigade de la première armée de cavalerie de Boudienny, a été décoré trois fois de l'ordre du Drapeau rouge pendant la guerre civile ; il était, comme beaucoup d'autres commandants de cette armée, un ancien sous-officier tsariste et, de même que tous les « Boudiennovistes », il a été épargné par l'épuration et a atteint les plus hautes fonctions de commandant du Corps d'armée motorisé. Décrivant comment, à la fin du mois de juin 1941, il préparait à la hâte la contre-attaque sur Doubno ordonnée par le commandant-en-chef du front, Riabychev se souvient : « *Dans la journée*

(1) Traduction française par Marie Bennigsen. Préface de Georges Haupt, Paris, Grasset, 1965, 1 vol., 314 pages.

(2) *Histoire du P.C.U.S.*, Moscou, 1969, p. 479.

(3) *Voïenno-istoricheskii jurnal*, n° 6, juin 1978, p. 71.

du 26 juin est arrivé au corps d'armée un membre du Conseil militaire du front, le commissaire de corps d'armée N.N. Vachuguine qui, au nom du commandant-en-chef, a exigé que l'on exécute sans tarder la tâche qui nous avait été donnée ». Pas un mot de plus. Mais, par ailleurs, cet épisode a été décrit de façon détaillée par celui qui était à l'époque l'aide de camp de Riabychev, le commissaire de brigade N.K. Popiel dans son livre « *Dans les temps difficiles* », paru sous Khrouchtchev (4).

Selon Popiel, le général Riabychev avait commencé par faire un rapport au commissaire suprême du front :

« — *Camarade, membre du Conseil militaire du front...*

« *Les portières d'une automobile claquent. Devant nous défilent de nouveaux visages : des colonels, des lieutenants-colonels. J'en reconnais certains : le procureur, le président du tribunal militaire... D'un camion sortaient des commissaires politiques et, en fin de colonne, les soldats sautaient des véhicules.*

« *Celui à qui s'adressait le commandant du corps d'armée n'écoula pas le rapport, ne fit pas le salut de rigueur. Foulant un buisson de ses bottes impeccables, il marcha droit sur Riabychev. Quand il fut près de lui, il examina de bas en haut le visage ridé aux pommettes sailantes du commandant de corps d'armée, et, d'une voix oppressée par la rage, demanda :*

— *Pour combien t'es-tu vendu, Judas ?*

« *Riabychev se tenait au garde-à-vous devant le membre du Conseil militaire, abasourdi, ne sachant quoi dire, et nous tous regardions avec ébahissement le commissaire de corps d'armée, la taille petite et bien faite.*

« *Dimitri Ivanovitch ouvrit la bouche le premier :*

— *Si vous aviez voulu écouter camarade commissaire...*

— *C'est la cour martiale qui t'écouterait, traître. Ici, sous ce pin, nous allons t'écouter et nous t'y pendrons... »*

Le résultat de cette intervention du parti, avouait N.K. Popiel dans son livre, est qu'« *il fallut prendre une décision suicidaire : lancer le corps d'armée dans la bataille en vagues successives* ». Et ceci se solda par une défaite, l'encerclement et l'anéantissement du corps d'armée.

Ajoutons seulement que, dans le prologue de son livre, N.K. Popiel témoigne sa reconnaissance à D.I. Riabychev « *pour son aide particulièrement importante* » dans la rédaction de son ouvrage. Et c'est ainsi que dix-neuf ans après la publication du livre de son commissaire, le général Riabychev, suivant les directives données par le parti, fut contraint de don-

ner une autre variante de cet épisode qui dessinait un tableau des relations entre les directions du parti et de l'armée au début de la guerre.

AUTRE EXPLOIT

Riabychev n'est pas le seul. Dans les souvenirs du maréchal I.K. Bagramian, édités en 1971, il est dit que le même commissaire Vachuguine le convoqua pour une conversation nocturne alors que Bagramian, alors colonel, avait été nommé chef de la section opérationnelle de l'état-major de la région militaire de Kiev. De cette conversation, il relate sommairement que Vachuguine s'intéressait à tout (5).

Mais, en 1967, dans le premier numéro du magazine d'histoire militaire où le maréchal Bagramian publia des passages de ses mémoires, la rencontre est décrite de façon sensiblement différente.

Le commissaire de corps d'armée, « *après un silence assez prolongé, respira pesamment et dit : — Oui... votre passé, camarade Bagramian, n'est pas des plus purs... Avant l'établissement du pouvoir soviétique en Arménie, vous étiez officier dans l'armée nationale sous le gouvernement des Dachnaks* (6). *Et ces Dachnaks sont les pires ennemis de la révolution, des ennemis du peuple ! »*

Après la justification de Bagramian (« *Et, selon vous, que devons-nous faire, regarder tranquillement les Janissaires turcs massacrer les femmes et les enfants arméniens ?* »), Vachuguine, visiblement au courant des liens amicaux unissant Bagramian à Joukov, alors commandant de la région militaire de Kiev, se borna à menacer : « *Tout ne va pas bien à l'intérieur : combien d'ennemis du peuple nous avons débusqués, combien se camouflent encore !* ».

« *Pendant longtemps, cette conversation ne put sortir de mon esprit...* », se souvenait Bagramian en 1967.

L'EXÉCUTION DU GÉNÉRAL PAVLOV

Le commissaire de corps d'armée Vachuguine n'était pas le seul. Il suffit de rappeler le rôle sinistre du membre du Conseil militaire du front de l'Ouest, le commissaire de corps d'armée Fominykh et du Premier secrétaire du Parti communiste de Biélorussie Ponomarenko dans l'affaire de l'exécution du commandant du front de l'Ouest, le héros de Guadalajara, le général Pavlov et de son chef d'état-major le général Klimovskikh. En 1938 déjà, le général Gorbatov raconte qu'il fut envoyé à la Kolyma (7) sur une dénonciation de Fominykh qui

(5) Partisans nationalistes arméniens (n.d.t.).

(6) Maréchal A.K. Bagramian « *Tak natchinalas' voïna* » Voïenizdat Moscou, 1971, p. 43.

(7) Région de Sibérie orientale où sont situés des camps de concentration (n.d.t.).

(4) Lieutenant-Général N.K. Popiel, « *V tiajoluïu poru* », Voïenizdat. Moscou 1959, p. 137.

n'était alors qu'un commissaire politique principal.

On peut se demander combien ce commissaire politique a encore envoyé de gens à la mort ou dans les camps pour devenir trois ans plus tard commissaire de corps d'armée, c'est-à-dire l'égal d'un général-colonel, et membre du Conseil militaire du front. En son temps, le maréchal Biriousov, déjà chef de l'état-major général de l'armée soviétique, écrivait : « *L'ordre déclarant traîtres à la patrie l'ancien commandant des armées de la région militaire spéciale de l'Ouest, le général d'armée V.G. Pavlov, et ses collaborateurs les plus proches m'a laissé une impression des plus pénibles. Il était difficilement imaginable que le général qui avait combattu avec zèle les fascistes allemands pendant la guerre civile d'Espagne se soit finalement rangé à leurs côtés.* »

« *Je connaissais encore mieux le chef d'état-major de la région militaire de l'Ouest, Klimovskikh, qui fut jugé en même temps que Pavlov... Le malheur et non la faute de Pavlov était qu'il avait suivi strictement les directives du commissaire du peuple à la défense, S.K. Timochenko, rédigées d'après les indications personnelles de I.V. Staline et que, jusqu'à la dernière minute, il n'avait pas donné les ordres de mise en position de combat des troupes, bien qu'il fût informé de la concentration des divisions allemandes près de notre frontière* » (8).

Voilà ce qu'écrivait le maréchal Biriousov peu de temps avant sa mort, alors qu'était encore admise une demi-vérité en relation avec la dénonciation de ce que l'on appelait « le culte de la personnalité ». La direction du parti jugea insuffisante l'exécution sur le front de l'Ouest du commandant-en-chef et de son aide de camp. Fominykh joua bien sûr aussi un rôle dans l'exécution du commandant de la quatrième armée, le général-major Korobkov.

MOUCHARDAGE

Nous ne nous arrêterons pas au rôle funeste que joua le commissaire d'armée Dibrov sur le front du nord-ouest. Pour juger de l'atmosphère créée par la direction du parti dans l'armée, ne citons que le récit du général Gorbatov qui, en créant une défense improvisée au début du mois de juillet dans la région de Iartsevo, sauva ainsi l'état-major du front de l'ouest

(8) Maréchal S.S. Biriousov « *Surovyie gody* », Moscou, 1966, p. 18.

**Le prochain numéro d'EST et OUEST
paraîtra le Mardi 9 Février 1982**

que commandait Timochenko. Blessé, envoyé à Moscou, le général Gorbatov y rencontra le représentant du Parti communiste allemand, Wilhelm Piek, qu'il connaissait bien avant d'être arrêté comme chef de la deuxième division de cavalerie. Honnête, mais quelque peu naïf, le général ne put s'empêcher de décrire la situation sur le front à son éminent invité du parti sans qu'il lui vienne à l'esprit que le chef du Parti communiste allemand à Moscou se hâterait de faire un rapport.

C'est pourtant ce qui arriva.

« *Vingt-quatre heures plus tard, écrit Gorbatov, à une heure du matin, on frappa à la porte de ma chambre à l'hôtel du Centre de culture de l'armée et, quand j'ouvris, comme la nuit de mon arrestation en 1938, entra un officier du N.K.V.D. qui m'annonça que j'étais convoqué par Mekhlis... Il est difficile de décrire mon état d'esprit, tandis que nous roulions dans les rues désertes de Moscou endormie* ».

Responsable des purges dans l'armée, alors proche de Staline, le chef de la direction politique centrale de l'armée, Mekhlis, se mit à insulter Gorbatov, bien que le général n'eût évidemment divulgué aucun secret à Wilhelm Piek. « *Sans me donner le temps de répondre, se souvient Gorbatov, le commissaire d'armée Tchadenko, qui assistait à l'entretien, ajouta : — Apparemment, on ne vous a pas beaucoup éduqué à la Kolyma* ». Naturellement, quand Mekhlis « *... m'ordonna de poser ma feuille de route sur la table, écrit Gorbatov, dans ma tête régnait déjà un désordre indescriptible* » (9).

Le général d'armée Gorbatov est l'un des rares à qui il fut donné, sous Khrouchtchev, de dire ne serait-ce qu'une partie de la vérité dans ses souvenirs. Même cette petite part de vérité est assez significative des conditions dans lesquelles les chefs de l'armée durent commencer la guerre, payant pour les erreurs commises par la direction du parti. Ces conditions étaient la terreur, les menaces et les exécutions sommaires.

On peut toujours réécrire maintes et maintes fois l'histoire du début de la guerre, les événements de juin 1941 ont montré que nul autre que Hitler n'a sauvé de la catastrophe finale la direction du parti car lui seul, par sa politique criminelle tant envers les prisonniers de guerre qu'envers la population des territoires occupés, a permis à la direction du parti et à Staline de recourir à la dernière solution en leur pouvoir : l'appel au patriotisme. Et, par là-même, il leur a offert la possibilité de préparer le retournement de l'hiver 1941-1942 sur le front.

NICOLAS RUTYCH.

(9) Général d'armée A.V. Gorbatov « *Gody i voïny* ». Voïenizdat Moscou, 1965, pp. 182-183.